

Fourniture de matériels industriels pour la mise aux normes des stations-service du SEO

**RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION**

Numéro de consultation : **DAF\_2025\_001054**

Procédure de passation : Appel d'offres ouvert

**Date limite de réception des offres : 19 décembre 2025 à 15h00**

## Table des matières

1.	IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR .....	3
2.	OBJET DE LA CONSULTATION .....	3
3.	CONDITIONS DE LA CONSULTATION .....	4
3.1.	Procédure de passation .....	4
3.2.	Allotissement.....	4
3.3.	Forme et étendue de l'accord-cadre .....	4
3.4.	Tranches .....	5
3.5.	Durée du marché .....	5
3.6.	Lieu d'exécution.....	5
3.7.	Variantes .....	5
3.8.	Prestations supplémentaires éventuelles.....	5
3.9.	Considérations sociales .....	5
3.10.	Considérations environnementales.....	5
3.11.	Traitement de données à caractère personnel .....	5
4.	INFORMATION DES CANDIDATS .....	6
4.1.	Contenu des documents de la consultation .....	6
4.2.	Modalités de retrait et de consultation des documents.....	7
4.3.	Demandes de renseignements complémentaires et questions.....	7
4.4.	Modification des documents de la consultation .....	8
4.5.	Visite sur site obligatoire avant la remise des offres.....	8
4.6.	Modalités de transmission des plis.....	8
5	CANDIDATURE.....	12
5.1.	Présentation de la candidature.....	12
5.2.	Précisions concernant les groupements d'opérateurs économique.....	13
5.3.	Conditions de participation.....	13
5.4.	Examen des candidatures.....	14
5.5	Vérification des conditions de participation : liste des documents justificatifs des capacités professionnelles, techniques et financières.....	14
5.6	Vérification des motifs d'exclusion .....	16
6	OFFRE .....	16
6.1.	Présentation de l'offre .....	16
6.2.	Examen des offres .....	21
6.3	Durée de validité des offres.....	28
7.	ATTRIBUTION DU MARCHÉ .....	28
7.1	Documents à produire par le titulaire pressenti .....	28
7.2	Mise au point éventuelle.....	29
7.3	Signature du marché public.....	29
8.	LANGUE .....	29
9.	CONTENTIEUX.....	29
10.	MODALITÉS DE SIGNATURE ÉLECTRONIQUE.....	30
11.	ANNEXES .....	30

## Contexte

Le service de l'énergie opérationnelle (SEO) est un service interarmées en charge de la logistique et de l'approvisionnement de produits pétroliers et spéciaux au profit des forces armées ainsi que d'autres entités étatiques relevant du ministère des armées. En son sein, le Centre de soutien technique et administratif (CSTA) assure la passation et l'exécution des marchés publics nécessaires à l'exécution des missions opérationnelles.

Les attributions réglementaires du SEO sont fixées par les articles R.3241-26 à R.3241-31 du Code de la Défense. Elles recouvrent trois domaines complémentaires donnant une grande cohérence au soutien pétrolier interarmées et opérationnel :

- énergie, en particulier de la mobilité ;
- soutien des forces armées ;
- expertise.

À ce titre, il a pour mission d'assurer l'approvisionnement en carburant terrestre des véhicules sur l'ensemble du territoire. Le SEO prend donc à sa charge la reprise d'environ 138 stations-service exploitées auparavant par le Service de Commissariat des Armées (SCA) pour en assurer l'exploitation. L'état des différentes stations varie en fonction des différents sites. Ces stations doivent être mises aux normes, automatisées et supervisées pour permettre une disponibilité permanente de ces dernières 24h/24.

Le présent règlement concerne la procédure de fourniture de matériels industriels pour la mise aux normes des stations-service du SEO.

### 1. IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR

Ministère des armées

Service de l'énergie opérationnelle (SEO)

Centre de soutien technique et administratif (CSTA)

Caserne Thiry – 47, rue Sainte Catherine – CS n°60016 – 54035 Nancy cedex

Pays : France

Code NUTS : FR411

Téléphone (+33) 03.83.19.35.48

Adresse INTERNET (site PLACE) : [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)

### 2. OBJET DE LA CONSULTATION

L'accord cadre a pour objet la fourniture de matériels industriels pour la mise aux normes des stations-service du SEO.

L'accord-cadre porte sur des fournitures.

Codes CPV de la consultation :

44611600-2 : Réservoirs

38550000-5 : compteurs

44162000-3 : Tuyauterie

35121700-5 : Systèmes d'alarme

38420000-5 : Instruments de mesure du débit, du niveau et de la pression de liquides ou de gaz.

48000000-8 : Logiciels et systèmes d'information

Code GM de la consultation :

44.03.14 - Autres fournitures et petit équipement

### 3. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

#### 3.1. Procédure de passation

Le marché est passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert (AOO) en application des articles L.2124-2 et R. 2124-2 du Code de la commande publique.

#### 3.2. Allotissement

L'accord-cadre est alloti en six (6) lots techniques par type de fourniture :

N°	Intitulés lots séparés
1	Réservoirs
2	Réseau et distribution de carburant
3	Tuyauteries
4	Equipements de lutte contre l'incendie
5	Téléjauge
6	Système d'information et bornes de gestion

Les soumissionnaires sont libres de présenter une offre pour chacun des lots. Il est possible de soumettre des offres pour un ou plusieurs lots.

Le nombre de lot qui pourra être attribué à un même soumissionnaire n'est pas limité.

#### 3.3. Forme et étendue de l'accord-cadre

Le présent marché est un accord-cadre à bons de commandes en application des articles R.2162-1 à -6 et R.2162-13 et -14 du CCP.

L'accord cadre est mono-attributaire pour chaque lot.

L'accord cadre est conclu sans montants minimums et avec les montants maximums ci-dessous pour chaque type de fournitures sur sa durée totale, soit cinq (5) ans :

Lot	Libellé du lot	Montant estimé EUR HT	Montant maximum EUR HT
1	Réservoirs	4 500 000,00 EUR	9 000 000 EUR
2	Réseau et distribution de carburant	5 900 000,00 EUR	11 800 000 EUR
3	Tuyauterie	1 300 000,00 EUR	2 600 000 EUR
4	Alarmes et sécurité incendie	1 500 000,00 EUR	3 000 000 EUR
5	Téléjauges	1 900 000,00 EUR	3 800 000 EUR
6	Système d'information et bornes de gestion	2 500 000,00 EUR	5 000 000 EUR

### 3.4. Tranches

L'accord-cadre ne comporte pas de tranches.

### 3.5. Durée du marché

Chaque lot est conclu pour une durée de soixante (60) mois fermes.

La durée de l'accord-cadre court à compter de sa date de notification.

### 3.6. Lieu d'exécution

La liste des stations-service concernées par la livraison ou l'exécution des prestations est annexée au CCAP. Cette liste peut être modifiée en application de la clause de réexamen.

### 3.7. Variantes

Les variantes sont interdites.

### 3.8. Prestations supplémentaires éventuelles

Aucune prestation supplémentaire éventuelle n'est prévue.

### 3.9. Considérations sociales

Le présent accord-cadre ne comprend pas de considérations sociales.

### 3.10. Considérations environnementales

Un sous-critère environnemental sera apprécié conformément aux éléments mentionnés à l'article 6.2.1 du présent règlement.

### 3.11. Traitement de données à caractère personnel

Protection des données à caractère personnel des candidats à la présente procédure :

En application de l'article 13 du [règlement \(UE\) 2016/679](#) du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD), les candidats sont informés que des données à caractère personnel (notamment nom, prénom, adresse mail, données de connexion) collectées dans le cadre de la présente procédure de passation et dans le cadre de l'exécution du présent marché public sont susceptibles de faire l'objet de traitements.

Identité et coordonnées du responsable de traitement et de son représentant :

Le Ministère de l'Economie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique  
59, boulevard Vincent Auriol  
75703 Paris Cedex 13

Représentée par le Directeur des achats de l'État.

Responsable de Traitement Opérationnel (RTO) :

La Direction des achats de l'État, Représentée par le Directeur des achats de l'État.

Coordonnées du délégué à la protection des données :

[le-delegue-a-la-protection-des-donnees-personnelles@finances.gouv.fr](mailto:le-delegue-a-la-protection-des-donnees-personnelles@finances.gouv.fr).

**Base juridique du traitement** : c) et e) de [l'article 6.1 du RGPD](#).

**Finalité du ou des traitements** : suivi de la présente procédure de passation, attribution du marché public et obligations légales en matière de durée d'utilité administrative (DUA) applicable aux marchés publics.

**Destinataires ou catégorie de destinataires** : les données à caractère personnel concernées sont

destinées exclusivement aux agents de l'Acheteur, des ministères et des opérateurs de l'État, en charge de la passation puis de l'exécution du présent contrat.

**Durée de conservation** : ces données sont conservées pendant toute la durée de passation et d'exécution du contrat ainsi que durant la DUA applicable au contrat.

Conformément aux dispositions des [articles 15 à 21 du RGPD](#), les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent notamment d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement à ces informations qui les concernent. Elles peuvent également s'opposer au traitement de ces données. L'exercice des droits d'information et d'accès aux données à caractère personnel peut être effectué auprès du délégué à la protection des données.

La personne dont les données à caractère personnel sont collectées dans le cadre de la présente procédure dispose d'un droit de réclamation auprès de la CNIL.

#### 4. INFORMATION DES CANDIDATS

##### 4.1. Contenu des documents de la consultation

Le dossier de consultation des entreprises est constitué des éléments suivants :

Documents de la consultation	Libellé
L'avis d'appel public à la concurrence	
Règlement de la consultation et ses annexes	
RC	Le présent règlement de la consultation
Annexe 1	Formulaire DC 1 - Lettre de candidature
Annexe 2	Présentation du Document Unique de Marché Européen (DUME)
Annexe 3	Formulaire DC 2 - Déclaration du candidat
Acte d'engagement et ses annexes	
ATTRI1	Acte d'engagement
Annexe 1	Bordereau des prix unitaires (BPU) lot n°1
Annexe 2	Décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) lot n°2
Annexe 3	Bordereau des prix unitaires (BPU) lot n°3
Annexe 4	Bordereau des prix unitaires (BPU) lot n°4
Annexe 5	Bordereau des prix unitaires (BPU) lot n°5
Annexe 6	Décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) lot n°6
Annexe 7	Annexe délai lot n°1
Annexe 8	Annexe délai lot n°2
Annexe 9	Annexe délai lot n°3
Annexe 10	Annexe délai lot n°4
Annexe 11	Annexe délai lot n°5
Annexe 12	Annexe délai lot n°6

CCAP et ses annexes et pièces jointes	
CCAP	Cahier des clauses administratives particulières
Annexe 1	Dématérialisation des factures
Annexe 2	Demande de prolongation de délai
Annexe 3	Courriels et points de contacts
Annexe 4	Renseignements complémentaires
Annexe 5	Liste des stations-service
Annexe 6	Clauses administratives propres au lot n°6
CCTP et ses annexes et pièces jointes	
CCTP	Cahier des clauses techniques particulières lot n° 1
	Cahier des clauses techniques particulières lot n° 2
	Cahier des clauses techniques particulières lot n° 3
	Cahier des clauses techniques particulières lot n° 4
	Cahier des clauses techniques particulières lot n° 5
	Cahier des clauses techniques particulières lot n° 6
	Phasage des stations-service 2026-2030
	Planning de réalisation des dix stations-service 2026

#### 4.2. Modalités de retrait et de consultation des documents

Les documents de la consultation sont accessibles uniquement par voie électronique, sur PLACE à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Référence du dossier de la consultation sur PLACE : **DAF\_2025\_001054**

Lors du retrait, les soumissionnaires veilleront à s'identifier et à renseigner leur adresse courriel afin d'être avertis des mises à jour du dossier.

Pour être informé des échanges avec le pouvoir adjudicateur, l'opérateur économique devra vérifier que l'adresse des échanges sur la PLACE [nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr](mailto:nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr) soit accessible et que les mails envoyés par cette adresse ne figurent pas dans ses courriers indésirables.

#### 4.3. Demandes de renseignements complémentaires et questions

Pendant la phase de consultation, les candidats peuvent faire parvenir leurs questions et les demandes de renseignements complémentaires sur la PLACE.

En cas de demandes de renseignements complémentaires, le délai de réception des offres pourra être prolongé dans les conditions définies par l'article R.2151-4 du Code de la commande publique.

Pour l'application de la disposition précitée, est considérée comme une demande réalisée en temps utile, toute question transmise, au pouvoir adjudicateur, au moins huit (8) jours ouvrés avant la date limite de remise des candidatures. Passé ce délai, la date limite de réception des candidatures pourra ne pas être prolongée et les réponses aux questions pourront ne pas être apportées aux opérateurs économiques.

#### 4.4. Modification des documents de la consultation

En cas de modifications importantes des documents de la consultation, le délai de réception des offres est prolongé dans les conditions fixées par l'article [R 2151-4](#) du Code de la commande publique.

Les modifications sont communiquées aux seuls opérateurs économiques dûment identifiés lors du retrait des documents de la consultation.

Les candidats devront répondre sur la base du dernier dossier modifié. Dans le cas où un candidat aurait remis une offre avant les modifications, il pourra en remettre une nouvelle sur la base du dernier dossier modifié, avant la date et heure limites de dépôt des offres.

#### 4.5. Visite sur site obligatoire avant la remise des offres

SANS OBJET

#### 4.6. Modalités de transmission des plis

##### 4.6.1 Date et heure de réception des plis

Les plis devront être transmis au plus tard le **19 décembre 2025 à 15 H 00**, heure de Paris.

Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et à l'heure limites mentionnées ci-dessus.

Les plis qui sont reçus ou remis après ces date et heure ne sont pas ouverts.

Les plis et la « copie de sauvegarde » parvenus hors délai sont inscrits au registre des dépôts et sont rejetés.

Pendant la phase de consultation, les soumissionnaires peuvent faire parvenir leurs questions et les demandes de renseignements complémentaires sur PLACE : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

##### 4.6.2 Conditions de transmission des plis

En application de l'article R.2151-6 du code de la commande publique, le soumissionnaire transmet son offre en une seule fois. En cas d'envois successifs, seul le dernier envoi réceptionné avant la date limite de remise des plis est admis.

Chaque pli est considéré comme une offre. Dès lors, si le soumissionnaire est amené à compléter sa candidature et/ou son offre avant la date limite de remise des plis, il devra procéder à un nouvel envoi intégral comprenant l'ensemble des pièces exigées aux titres de l'offre ou de candidature.

Les plis antérieurs seront rejetés sans être examinés.

Aucun envoi papier, par télécopie ou courriel ne sera accepté.

Le dépôt électronique des plis s'effectue exclusivement sur PLACE :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat/soumissionnaire.

Les candidats ou les soumissionnaires trouveront dans la rubrique « aide » de PLACE plusieurs documents et informations :

- le guide utilisateur téléchargeable, précisant les conditions d'utilisations de la plate-forme des achats de l'État, notamment les pré-requis techniques et certificats électroniques ;
- le mode opératoire DUME pour les opérateurs ;
- l'assistance téléphonique ;
- le module d'autoformation à destination des opérateurs ;
- la foire aux questions ;
- le lien vers des documents de référence ;



- des outils informatiques.

Les candidats ou les soumissionnaires sont invités à tester la configuration de leur poste de travail et répondre à une consultation test, afin de s'assurer du bon fonctionnement de l'environnement informatique.

Ils doivent également prévoir le temps nécessaire pour que le dépôt soit effectif dans le délai fixé par l'acheteur, notamment lorsque les fichiers sont volumineux et/ou si le réseau a un faible débit.

Attention, les plis dont le téléchargement a commencé avant la date et l'heure limite mais s'est achevé hors délai sont éliminés par l'acheteur.

Par ailleurs, la plate-forme déconnecte automatiquement l'utilisateur en cas d'inactivité supérieure à trente minutes.

Les candidats ou les soumissionnaires ont la possibilité de poser des questions sur les documents de la consultation.

Après le dépôt du pli sur la plate-forme, un message indique que l'opération de dépôt du pli a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception est adressé au candidat/soumissionnaire par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence.

L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception électronique signifie que la réponse n'est pas parvenue à l'acheteur.

L'opérateur économique s'assure que les messages envoyés par la plate-forme PLACE notamment, [nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr](mailto:nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr), ne sont pas traités comme des courriels indésirables.

### **Présentation des dossiers et format des fichiers :**

Les formats acceptés sont les suivants : .pdf, .doc, .xls, .ppt, .odt, .ods, .odp, ainsi que les formats images .jpg, .png et les documents au format .html.

Le candidat ou le soumissionnaire ne doit pas utiliser de code actif dans sa réponse, tels que :

- formats exécutables, notamment : .exe, .com, .scr ;
- Macros ;
- ActiveX, Applets, scripts.

La taille de chaque fichier déposé par les entreprises ne peut excéder 1 Go.

### **Nommage des fichiers :**

**Il est demandé aux soumissionnaires de transmettre les documents en un minimum de dossiers compressés ne dépassant pas unitairement la taille de 500 Mo comme suit :**

#### **1- préparer les fichiers à transmettre dans le pli en les nommant comme suit :**

« 2025\_fourniture-matériel-industriels\_SEO\_NomDuCandidat\_nom du document »

Exemples :

2025\_fourniture-matériel-industriels\_SEO\_NomDuCandidat\_DPGF ;

2025\_fourniture-matériel-industriels\_SEO\_NomDuCandidat\_Mémoire technique.

#### **2- regrouper l'ensemble des fichiers de la candidature au sein d'un ou plusieurs dossiers compressés de candidature ne devant pas excéder 500 Mo :**

« 2025\_fourniture-matériel-industriels\_SEO\_NomDuCandidat\_candidature\_dossier\_1 »

« 2025\_fourniture-matériel-industriels\_SEO\_NomDuCandidat\_candidature\_dossier\_2 »

Compresser le ou les dossiers comportant les éléments de la candidature.

#### **3- regrouper les fichiers de l'offre dans un ou plusieurs dossiers compressés ne devant pas excéder 500 Mo à nommer :**

« 2025\_fourniture-matériel-industriels\_SEO\_NomDuCandidat\_offre\_dossier\_1 »

« 2025\_fourniture-matériel-industriels\_SEO\_NomDuCandidat\_dossier\_2 »

Compresser le ou les dossiers comportant les éléments de l'offre.

#### **4- déposer les dossiers compressés sur la plateforme PLACE.**

##### **Horodatage :**

Les plis (candidatures et/ou offres) transmis par voie électronique sont horodatés. Les plis reçus après la date et l'heure limite fixées par la présente consultation sont considérés comme hors délai et sont rejetés.

En cas d'indisponibilité de la plate-forme, la date et l'heure limite de remise des plis peuvent être modifiées.

##### **Copie de sauvegarde :**

Le candidat ou le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde dans les délais impartis pour la remise des offres.

Cette copie de sauvegarde, transmise à l'acheteur sur support papier ou sur support physique électronique, doit être placée dans un pli comportant les mentions suivantes :

- « Copie de sauvegarde » ;
- l'intitulé de la consultation ;
- le nom ou la dénomination du candidat ;

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les deux cas suivants :

- en cas de détection d'un programme informatique malveillant dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique ;
- en cas de candidature ou d'offre électronique reçue de façon incomplète, hors délais ou n'ayant pu être ouverte, sous réserve que la transmission de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Si un programme informatique malveillant est détecté, la copie de sauvegarde est écartée par l'acheteur.

La copie de sauvegarde ouverte est conservée en cas d'ouverture conformément aux dispositions de l'[article R.2384-5](#) du Code de la commande publique. Si au contraire elle n'a pas été ouverte ou si elle a été écartée suite à la détection d'un programme malveillant, celle-ci est détruite.

Le candidat ou soumissionnaire qui envoie ou dépose sa copie de sauvegarde en main propre contre récépissé, le fait à l'adresse suivante :

Centre de soutien technique et administratif (CSTA)

Bureau achats / section infrastructures

47, rue Sainte Catherine

CS n°60016

54035 Nancy Cedex.

##### **Copie de sauvegarde électronique**

Suivant les dispositions de l'article R2132-11 du code de la commande publique, le dépôt d'une copie de sauvegarde électronique est autorisé dans la présente consultation.

L'opérateur économique peut faire parvenir une copie de sauvegarde électronique dans les délais impartis pour la date limite de remise des offres.

Le dépôt de la copie de sauvegarde électronique doit s'effectuer dans le respect des exigences de l'[arrêté du 22 mars 2019 modifié par l'arrêté du 14 avril 2023](#) relatif aux exigences minimales des moyens de communication électronique utilisés dans la commande publique (CCP) en son annexe 8.

Il est recommandé d'utiliser le site Internet France transfert pour déposer la sauvegarde :

<https://francetransfert.numerique.gouv.fr/upload>

Le site France transfert envoie aux destinataires le lien et le code permettant d'accéder à la sauvegarde.

Les destinataires du pli de sauvegarde sont les suivants :

[isabelle.guide-forest@intradef.gouv.fr](mailto:isabelle.guide-forest@intradef.gouv.fr)

[vincent.paque@intradef.gouv.fr](mailto:vincent.paque@intradef.gouv.fr)

L'objet du Courriel adressé via France transfert doit bien indiquer « Copie de sauvegarde » suivi de l'intitulé de la consultation.

Par ailleurs, l'opérateur peut également recourir :

- soit à une solution intégrée satisfaisant l'ensemble des exigences précitées ;
- soit à plusieurs solutions dont la combinaison permet de satisfaire l'ensemble de ces exigences.

Il peut ainsi recourir à une solution lui permettant de d'identifier, d'indiquer le destinataire de son dépôt, d'horodater son pli puis de le mettre en ligne sur une plateforme de stockage sécurisée.

Dès lors que le pli comporte des données à caractère personnel, la plateforme de stockage utilisée par l'opérateur économique respecte les exigences du Règlement général pour la protection des données (ou bénéficier d'un régime de protection équivalent à celui du RGPD si l'hébergement est effectué dans un pays tiers à l'Union européenne).

En tout état de cause, la solution retenue par l'opérateur garantit la suppression des données dans un délai n'excédant pas celui de la durée de validité des candidatures ou des offres de la présente consultation.

La copie de sauvegarde électronique ne peut être ouverte que dans les deux cas suivants :

- en cas de détection d'un programme informatique malveillant dans les plis transmis par voie électronique ;
- en cas de pli reçu de façon incomplète, hors délais ou n'ayant pu être ouvert, sous réserve que la transmission ait commencé avant la date limite de remise des candidatures ou des offres.

#### **Antivirus :**

Le candidat ou le soumissionnaire doit s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus.

La réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité de l'offre. Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu et les candidats en sont avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification.

#### **Mode secours de transmission des plis :**

Il est rappelé que l'opérateur économique est invité à vérifier la configuration de son poste avant la date limite de dépôt des plis.

Si toutefois l'opérateur économique n'est pas en mesure de déposer son pli avant la date limite de dépôt pour des raisons liées à un blocage technique du site PLACE, il doit utiliser l'assistance en ligne du site de la PLACE. Une fois le formulaire en ligne renseigné et envoyé, le numéro d'appel de l'assistance s'affiche.

Dans le cas où le problème ne serait pas résolu avec l'assistance en ligne de la PLACE, la procédure de secours à utiliser débute par l'envoi d'un courriel au bureau achats du CSTA aux adresses suivantes :

[isabelle.guide-forest@intradef.gouv.fr](mailto:isabelle.guide-forest@intradef.gouv.fr)

[csta-ba-infra.contact.fct@intradef.gouv.fr](mailto:csta-ba-infra.contact.fct@intradef.gouv.fr)

[vincent.paque@intradef.gouv.fr](mailto:vincent.paque@intradef.gouv.fr)

Le courriel doit contenir le numéro de la demande d'assistance fourni par l'aide de la PLACE et prouver par une copie écran ou tout autre moyen de preuve que le problème du dépôt de pli provient d'une défaillance extérieure à l'opérateur économique ou à son environnement informatique ou, qu'il est survenu lors d'une opération maintenance technique de la PLACE.

Si les causes sont imputables à l'administration, le pouvoir adjudicateur prolonge la date limite de remise des offres (DLRO) de vingt-quatre (24) heures sur la PLACE afin de permettre aux sociétés

impactées par le blocage de déposer leur pli comme initialement prévu par la consultation. La décision d'accepter les plis transmis dans le cadre de cette prolongation relève du pouvoir adjudicateur après vérification.

## 5 CANDIDATURE

### 5.1. Présentation de la candidature

Une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché.

Dans le cadre de la consultation, l'acheteur n'autorise pas le candidat à présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidat individuel et de membre d'un groupement d'opérateurs économiques ;
- en qualité de membre de plusieurs groupements d'opérateurs économiques.

Dans le cas d'une candidature d'un groupement d'opérateurs économiques, chaque membre du groupement doit fournir l'ensemble des documents et renseignements attestant de ses capacités juridiques, professionnelles, techniques et financières. L'appréciation des capacités du groupement est globale.

Les candidats ont le choix de présenter leur candidature :

- sous forme de document unique de marché européen électronique (DUME) en utilisant le service DUME ou le service exposé de PLACE ;
- sous forme de candidature standard en utilisant les formulaires DC1 et DC2.

#### 5.1.1 Candidature sous forme de Document Unique de Marché Européen électronique (DUME)

L'utilisation du formulaire DUME est souhaité par l'acheteur, les candidats peuvent présenter leur candidature en renseignant le DUME accessible :

- depuis le service exposé de PLACE ;
- depuis l'adresse URL suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr>.

Les parties II (informations concernant l'opérateur économique), III (motifs d'exclusion), IV (critères de sélection) et le cas échéant V (réduction du nombre de candidats qualifiés) du formulaire sont à renseigner.

Des renseignements complémentaires au sujet du DUME électronique sont disponibles à l'adresse URL suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/pour-les-entreprises/>

Si le groupement d'opérateurs économiques présente sa candidature sous la forme du DUME, chacun des membres du groupement doit fournir un DUME distinct.

#### 5.1.2 Candidature sous forme de DC1 et DC2

Les candidats transmettent les renseignements suivants :

- la lettre de candidature ou formulaire DC1 (téléchargeable à partir du lien <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) ou équivalent, dûment rempli, et daté. Dans le cas d'un groupement d'opérateurs économiques, le formulaire DC1 sera complété pour chaque membre du groupement ;
- la déclaration du candidat ou formulaire DC2 (téléchargeable à partir du lien <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>), ou équivalent, dûment rempli et daté ; en cas de candidature groupée, le DC2 est rempli par chaque membre du groupement.

Dans le cas d'un groupement d'opérateurs économiques, les candidats transmettent les renseignements suivants des formulaires DC1 et DC2 :

- le formulaire DC1 sera complété pour chaque membre du groupement ;
- le formulaire DC2 est rempli par chaque membre du groupement.

## 5.2. Précisions concernant les groupements d'opérateurs économique

Un service de bourse à la cotraitance est proposé sur le portail « entreprises » du profil d'acheteur de l'État (Plateforme PLACE) utilisé par les ministères et les établissements publics d'État. Ce service entend faciliter les contacts des entreprises entre elles qui souhaitent répondre à des marchés publics de manière groupée sous la forme d'un groupement d'opérateurs économiques.

Des fiches explicatives et le mode d'emploi de ce service sont disponibles aux adresses suivantes :

[https://www.marches-publics.gouv.fr/docs/outils-esr2017/place/Bourse\\_cotraitance\\_mode\\_emploi6.pdf](https://www.marches-publics.gouv.fr/docs/outils-esr2017/place/Bourse_cotraitance_mode_emploi6.pdf). <https://www.economie.gouv.fr/dae/bourse-a-cotraitance-service-pour-aider-entreprises>.

La forme du groupement n'est pas imposée au stade de la procédure de passation.

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire pour l'exécution du marché de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur.

La présentation d'un sous-traitant se fait à l'aide de l'imprimé DC 4 (Déclaration de sous-traitance) dûment rempli par le sous-traitant et le candidat, comportant l'indication des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que la déclaration sur l'honneur que le sous-traitant ne se trouve pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics. Le formulaire DC4 est disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulairesmise-a-jour-formulaire-declaration-sous-traitance-dans-marches-publics>.

## 5.3. Conditions de participation

En application des dispositions de l'article L. 2142-1 du Code de la commande publique, les candidats devront disposer des moyens techniques, humains et financiers suffisants au regard de l'importance des prestations à réaliser.

Pour l'appréciation de la capacité économique et financière :

Les capacités financières seront appréciées au regard de la déclaration concernant le chiffre d'affaires global et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant sur les trois (3) derniers exercices. Le chiffre d'affaires annuel minimal exigé est égal à trois fois le montant estimé du lot pour lequel le soumissionnaire répond :

Lot n°1 - Réservoirs :	9 000 000 € HT
Lot n°2 - Réseau et distribution de carburant :	11 800 000€ HT
Lot n°3 – Tuyauterie :	2 600 000 € HT
Lot n°4 - Alarmes et sécurité incendie :	3 000 000 € HT
Lot n°5 – Téléjauges :	3 800 000 € HT
Lot n°6 - Système d'information et bornes de gestion :	5 000 000 € HT

Pour l'appréciation des garanties techniques et professionnelles :

Les capacités professionnelles seront appréciées au regard de références pour des prestations similaires réalisées au cours des trois (3) dernières années.

Le candidat fournira une liste de projets similaires réalisés durant les trois (3) dernières années (clients, montant des prestations réalisées).

Les capacités techniques seront appréciées au vu des moyens matériels et humains (effectifs) dont dispose le candidat pour répondre au marché.

La liste des documents à transmettre obligatoirement à l'appui de la candidature est indiquée à l'article 6.3.1 du présent document.

NOTA : les opérateurs nouvellement créés qui ne disposent pas de l'intégralité des documents demandés au regard des trois (3) dernières années fourniront les éléments dont ils disposent depuis leur création.

#### **5.4. Examen des candidatures**

Les documents justificatifs concernant l'aptitude et les capacités ainsi que les moyens de preuve relatifs aux motifs d'exclusion ne sont demandés par l'acheteur qu'au soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché public.

Si l'acheteur constate, avant de procéder à l'examen des candidatures, que des pièces ou informations dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, il peut demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai identique pour tous.

Ce délai est précisé avec la demande de complément.

Les candidatures incomplètes ou demeurées incomplètes à la suite d'une demande de compléments sont éliminées.

L'acheteur a fixé des minimums de capacité comme conditions de participation : les candidatures qui ne justifient pas de l'aptitude professionnelle ou qui ne disposent manifestement pas de capacités professionnelles, techniques ou financières suffisantes demandées pour cette consultation sont éliminées.

#### **5.5 Vérification des conditions de participation : liste des documents justificatifs des capacités professionnelles, techniques et financières**

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs lorsque l'acheteur peut les obtenir :

- directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ;
- d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans son dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès soit gratuit.

Le candidat n'est pas tenu de fournir les documents justificatifs déjà transmis à l'acheteur dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables. Dans ce cas, il indique les moyens de preuves concernés ainsi que la référence de la ou des consultations pour la ou lesquelles ces moyens de preuve ont déjà été transmis.

#### **Les documents à transmettre à l'appui de la candidature permettant l'analyse des capacités professionnelles, techniques et financières :**

Désignation	Texte d'accompagnement
DC1	
DC2	
Ou DUME	

Note de synthèse de présentation du groupement ou des ressources dédiées du candidat unique.	<p>Ce document présente :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- chaque membre du groupement : date de création de l'entreprise, évolution des types d'activités de l'entreprise au cours des 5 dernières années, implantations en hexagone et outre-mer en précisant les localisations des usines (fabrication des matériels), des agences de travaux, des agences de maintenance</li> <li>- le rôle de chaque membre au sein du groupement</li> </ul>
Appréciation des garanties techniques et professionnelles.	<p>Ce document décrit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les capacités professionnelles de chacun des membres du groupement : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Qualifications professionnelles</li> <li>• Certifications Qualité et démarche Qualité (ISO 9001, ISO 45 001 ou équivalents)</li> <li>• Certifications Environnement et démarche Environnement (ISO 14 001 ou équivalents)</li> <li>• Politique de sécurité, modalités de mise en œuvre et résultats obtenus</li> </ul> </li> <li>- les références de marchés similaires achevés au cours des 3 dernières années (5 fiches de référence par lot)</li> <li>- les moyens matériels mobilisables (machines, outils...) pour le présent marché, en particulier les moyens de levage pour le lot n°1</li> <li>- les moyens informatiques mobilisables (exemple : tablette pour auto-contrôle digital des travaux) pour le présent marché</li> </ul> <p><u>Document supplémentaire pour le lot n°6</u> : Un dossier de présentation de sa société précisant l'organisation, la part de fabrication en propre et d'achats, la répartition entre travaux neufs et maintenance, la couverture géographique et les références clients.</p>
Appréciation de la capacité économique et financière.	<p>Ce document détaille :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le chiffre d'affaires de chacun des 3 derniers exercices par natures d'activité : fabrication, installation (travaux), maintenance</li> <li>- les effectifs par catégories de personnels</li> <li>- les CV des principaux intervenants envisagés</li> </ul>

Si, pour une raison justifiée, le candidat n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité technique, professionnelle, économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur.

### 5.5.1 Candidat établi ou domicilié en France

Les documents suivants sont requis :

- si l'opérateur économique est en redressement judiciaire, la photocopie du ou des jugements prononcés à cet effet ;
- les attestations sociales et fiscales :
  - une attestation de vigilance délivrée par l'URSSAF et datée de moins de six (6) mois<sup>1</sup>;
  - une attestation de régularité fiscale dont la date d'établissement ne pourra être antérieure à la date à laquelle le pouvoir adjudicateur en a demandé sa production<sup>2</sup>.
- le numéro unique d'identification du candidat prévu mentionné à l'article R.2143-9 ;

La transmission de ce numéro s'accompagne également des documents relatifs au pouvoir des personnes habilitées à engager la personne morale, et le cas échéant la délégation de pouvoir.

Ces documents concernent chaque personne habilitée à engager la personne morale, qu'il s'agisse d'un candidat unique ou d'un groupement d'opérateurs (chaque cotraitant). Le pouvoir sera signé

<sup>1</sup> l'attestation de vigilance sociale délivrée par l'URSSAF à partir de leur espace sécurisé sur le site <https://mon.urssaf.fr>

<sup>2</sup> l'attestation de vigilance fiscale depuis leur compte fiscal professionnel accessible depuis le site <https://www.impots.gouv.fr>

manuscritement ou électroniquement par le délégant (qui donne le pouvoir) et par le délégataire (qui reçoit le pouvoir) qui sera signé électroniquement pour l'attribution ;

- si le candidat emploie des salariés étrangers, la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L 5221-2 du Code du travail, doit être fournie. Cette liste doit comporter toutes les informations figurant à l'article D 8254-2 du Code du travail (1° Sa date d'embauche ; 2° Sa nationalité ; 3° Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail) ;
- pour tout candidat employant au moins vingt salariés, le certificat délivré par l'association de gestion du fonds de développement pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées (AGEFIPH), concernant le respect des dispositions des articles L 5212-1 à L 5212-11 du Code du travail, relatives à l'emploi des travailleurs handicapés.

### 5.5.2 Candidat établi ou domicilié à l'étranger

Le cas échéant, il produit les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents du pays d'origine ou d'établissement exigées au titre de l'article 6.3.2.1 du présent document.

Toutefois, si les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du candidat ne délivrent pas un ou plusieurs de ces documents, le candidat transmet une déclaration répondant aux exigences de l'article R.2143-10 du Code de la commande publique.

### 5.6 Vérification des motifs d'exclusion

En application des dispositions de l'article R.2144-4 du code de la commande publique, l'acheteur n'exige que du seul soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché public qu'il justifie ne pas se trouver dans un des cas des motifs d'exclusion.

## 6 OFFRE

### 6.1. Présentation de l'offre

L'offre du soumissionnaire comporte les pièces suivantes complétées et non signées pour les lots 1 à 6 :

Désignation	Texte d'accompagnement
-------------	------------------------



<p>Mémoire Technique répondant au cahier des charges <u>pour les lots 1 à 6</u></p>	<p>Le mémoire technique comprend les chapitres suivants :</p> <p><u>Organisation liée à l'exécution des prestations :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Organisation du groupement, organigramme, matrice de répartition des tâches entre les membres en cas de groupement, pour l'exécution des prestations</li> <li>• Organisation de la Direction de Projet/ de Travaux</li> <li>• Processus d'élaboration des études d'exécution et/ou des spécifications techniques détaillées</li> </ul> <p><u>Traitement de la commande, études, déploiement sur site :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Processus de livraison, d'approvisionnement</li> <li>• Délais de fabrication à compter de la réception d'un bon de commande</li> <li>• Processus traitement de la commande, études, déploiement sur site</li> <li>• Organisation en phase d'opérations préalables à la réception</li> <li>• Formation des utilisateurs à l'utilisation des installations réalisées</li> <li>• Mise en œuvre opérationnelle de la politique de sécurité</li> </ul> <p><u>Maintenance :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Location géographique des équipes de maintenance</li> <li>• Modalités de gestion des demandes d'intervention et des délais d'intervention</li> </ul> <p><u>Démarche environnementale liée à l'exécution des prestations :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Actions mises en œuvre pour la maîtrise du contenu carbone des produits importés</li> <li>• Actions mises en œuvre afin d'aller vers des systèmes de production bas-carbone et/ou le développement de nouvelles filières de production</li> <li>• Actions menées pour massifier le transport de la phase d'approvisionnement à l'expédition</li> <li>• Actions mises en œuvre pour l'amélioration de la gestion des déchets en développant la valorisation et en améliorant l'efficacité des filières de traitement</li> </ul>
---	---

**mémoire technique**  
**complémentaire pour le lot n°6**

Le titulaire doit être propriétaire du logiciel de gestion et des plans de fabrication de la borne de façon à être en mesure d'apporter des modifications au logiciel et à la borne en garantissant le respect des exigences de sécurité du Ministère des Armées et des Anciens Combattants.

Ces points devront être précisés au sein du mémoire technique.

Une offre qui ne respecte pas cette exigence sera déclarée irrégulière.

Le Mémoire Technique du soumissionnaire devra comporter les chapitres suivants :

1. Compréhension du besoin et des enjeux.
2. Présentation des logiciels (bornes de gestion et SI central) précisant :
  - o Le nom du logiciel
  - o Les informations concernant les versions du logiciel
  - o Les possibilités multi-langues du logiciel
  - o Les informations liées au Support
  - o La disponibilité d'interfaces
  - o Les modalités d'adaptation aux besoins
  - o Les développements possibles
  - o La maintenance
  - o La formation et les documentations proposés
3. Présentation de la solution technique proposée précisant :
  - o L'architecture applicative proposée
  - o Les configurations et l'architecture du ou des serveurs nécessaires
  - o La configuration et l'architecture des postes clients
  - o La bande passante nécessaire au bon fonctionnement
  - o Les informations concernant l'administration du système
4. Réponse aux besoins fonctionnels :

La solution doit disposer des fonctionnalités suivantes :

  - o Gestion des Utilisateurs
  - o Gestion des sites

	<ul style="list-style-type: none"> <li>o Gestion des services / comptes tiers</li> <li>o Gestion des bornes</li> <li>o Gestion des Cuves</li> <li>o Gestion des autorisations</li> <li>o Gestion des prises de carburant, du dépotage, du soutirage, des jaugeages</li> <li>o Gestion de rapports</li> <li>o Gestion d'alertes et envoi de mail</li> <li>o Des Interfaces de synchronisation de données pour <ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> Import des badges</li> <li><input type="checkbox"/> Import et export des transactions de carburant</li> <li><input type="checkbox"/> Import et export des approvisionnements en carburant</li> </ul> </li> </ul> <p>5. Le respect des exigences techniques particulières spécifiques au SEO</p> <p>5.1 SI Central</p> <p>Décrire le déploiement de la solution.</p> <p>Préciser les pré-requis en terme de ressources et de composants systèmes et logiciels nécessaires au fonctionnement du SI central. Préciser dans le cadre d'un hébergement cloud privé le dimensionnement de celui-ci (RAM, CPU, stockage) pour une couverture de 140 stations-services gérées, ainsi que les pré-requis concernant les types d'hyperviseurs supportés par la solution proposée, ainsi que les services tiers nécessaires.</p> <p>La liste des Operating System (système d'exploitation) (OS) autorisés figure dans le Cadre de Cohérence Technique.</p> <p>Le Maintien en Condition de Sécurité (MCS) du serveur et des bornes doit pouvoir être assuré ; une solution centralisée pour les bornes sera privilégiée : préciser les modalités.</p> <p>5.2 Bornes</p> <p>Protocoles : préciser quels sont les protocoles de communication borne-volucompteur que la borne de gestion est en mesure de gérer et selon quelle configuration et éventuel ajout de matériel, en privilégiant le plus grand nombre de protocoles acceptés.</p> <p>Décrire la sécurisation de l'accès à la borne.</p> <p>Liens entre bornes de gestion/distribution et distributeurs : fournir toutes les informations permettant de s'assurer qu'il n'est pas possible d'agir sur le monde « physique » à distance.</p> <p>Détailler les modes dégradés inclus dans l'offre, avec un schéma par mode dégradé mettant en jeu chaque composant.</p> <p>Pour chaque mode dégradé, un schéma précisera les différents modes de fonctionnement.</p> <p>Les modes dégradés exigés à minima par le SEO sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Capacité à récupérer manuellement les données au niveau de la borne en cas de communication impossible avec le serveur ; le soumissionnaire précisera les modalités de ce mode, en privilégiant la possibilité de le réaliser sans intervention autre que celle de l'Opérateur de(s) Station(s) de Distribution de Carburant (OSDC).</li> <li>- Capacité à importer manuellement ces données de distribution dans le serveur central en cas de communication impossible avec une station ; le soumissionnaire précisera les modalités.</li> <li>- Capacité à exploiter une station avec extraction directe des données de la borne en l'absence de SI central.</li> <li>- Capacité à distribuer du carburant en l'absence de communication avec le serveur.</li> </ul>
--	---

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Capacité à importer manuellement une liste de cartes autorisées dans la borne en cas de communication impossible avec le serveur ; le soumissionnaire précisera les modalités.</li> <li>- Capacité à exporter manuellement une liste de cartes autorisées depuis le serveur central dans un format compatible avec les bornes de gestion; le soumissionnaire précisera les modalités. Capacité à importer dans les bornes la liste des cartes autorisées dans un format pouvant être généré hors SI central.</li> <li>- Capacité à stocker par borne un maximum de 2000 transactions/jour pendant 10 jours ouvrés en cas de communication impossible avec le serveur.</li> </ul> <p>Préciser la capacité en mémoire de la borne (en cas de coupure du lien réseau par exemple). Indiquer en correspondance le nombre de cartes pouvant être gérées sans consultation du serveur, et le nombre de mouvements stockés.</p> <p>Décrire comment sont réintégrés les codes spécifiques en cas de mise à jour du système des bornes, ou, par exemple, en cas de remplacement d'une borne par un nouveau modèle ; toute mise à jour du système diffusée vers les bornes doit être compatible avec le code spécifique (tests de non régression).</p> <p>Préciser le paramétrage des fuseaux horaires. Le fuseau horaire des bornes de gestion doit être paramétrable, pour anticiper de futures bornes situées sur d'autres fuseaux que la métropole.</p> <p>Préciser si la fréquence des téléjauges reçus par la borne est paramétrable, la fréquence par défaut, et la capacité à la modifier depuis le serveur central.</p> <p>5.3 Communication, télétransmission</p> <p>Définir les formats d'informations échangées. La communication entre le serveur central et les bornes se fait via un réseau cellulaire (4G/5G), sauf exception (liaison internet infrastructure). Les cartes SIM sont fournies par le SEO.</p> <p>En mode dégradé, les informations pourront être récupérées sous la forme d'un fichier plat. Préciser ce mode.</p> <p>6. Présentation des prestations proposées :</p> <p>Indiquer notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>o Les partenaires d'intégration</li> <li>o La proposition de projet de mise en œuvre</li> <li>o La proposition de fonctionnement post-projet : <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'organisation de la maintenance</li> <li>- le fonctionnement de la hotline (hotline impérative)</li> <li>- les différentes ressources mises en œuvre</li> <li>- les modalités de reprise de données</li> <li>- les diverses autre actions potentielles à prendre en compte.</li> </ul> </li> </ul>
Acte d'Engagement (ATTRI)	l'acte d'engagement (AE - ATTRI1) au format natif (word)
BPU / DPGF	Fichier au format excel fourni renseigné sans modification des lignes et colonnes et version pdf du même fichier renseigné
Annexe 1 au CCAP	« Courriels et points de contact »
Annexe 2 au CCAP	« Renseignements complémentaires »
Annexe 3 au CCAP	Liste des stations-service
Annexe 4 au CCAP	Demande de prolongation de délai
Un relevé d'identité bancaire	

## 6.2. Examen des offres

Les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables sont éliminées.

Toutefois, l'acheteur peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses et que cette régularisation n'ait pas pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

L'acheteur peut demander aux soumissionnaires de préciser la teneur de leur offre.

Cette demande ne peut ni aboutir à une négociation ni à une modification de l'offre.

### 6.2.1 Critères d'attribution et méthode de notation

#### Lot n°1 - Réservoirs

L'offre économiquement la plus avantageuse sera appréciée en fonction des critères pondérés énoncés ci-dessous (par ordre de priorité décroissante) :

Critère d'attribution	Coefficient	Méthode de notation du lot
Note globale	100	
Prix	70	<p>Les offres sont analysées sur la base des prix proposés par les soumissionnaires dans les annexes à l'acte d'engagement relatives aux prix pour les différentes prestations par lot.</p> <p>Une simulation financière sera établie par lot (non communiquée).</p> <p>L'offre la moins disante se voit attribuer la note de 20/20.</p> <p>Pour déterminer la note attribuée aux autres soumissionnaires la formule suivante est appliquée :</p> $\left( \frac{\text{Montant de l'offre la moins disante}}{\text{Montant de l'offre évaluée}} \right) \times 20$ <p>La note sur 20 obtenue pour le critère prix est arrondie au centième de point près.</p> <p>Enfin, la note obtenue est pondérée avec le pourcentage de 70 %.</p>

Valeur technique	30	<p>Le critère technique sera jugé sur la base d'un mémoire technique élaboré par le soumissionnaire noté suivant les sous-critères ci-dessous.</p> <p>L'ordonnancement et la présentation des rubriques du mémoire technique doivent strictement respecter l'ordre des critères décrits dans le tableau suivant :</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Chapitres</th><th>Critères</th><th>Points</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>1</td><td>Organisation liée à l'exécution des prestations</td><td>20</td></tr> <tr> <td>2</td><td>Traitement de la commande, études, déploiement sur site</td><td>5</td></tr> <tr> <td>3</td><td>Démarche environnementale liée à l'exécution des prestations</td><td>5</td></tr> <tr> <td colspan="2">Total</td><td>30</td></tr> </tbody> </table> <p>La meilleure offre se verra attribuer la note de 20/20.</p> <p>La note des autres soumissionnaires est obtenue selon la règle suivante :</p> $\left( \frac{\text{Nombre de points obtenu par le soumissionnaire étudié}}{\text{Nombre de points du soumissionnaire ayant obtenu la note de 20/20}} \right) \times 20$ <p>La note sur vingt est arrondie au centième de point près.</p> <p>Enfin, la note obtenue est pondérée avec le pourcentage de 30 %.</p>	Chapitres	Critères	Points	1	Organisation liée à l'exécution des prestations	20	2	Traitement de la commande, études, déploiement sur site	5	3	Démarche environnementale liée à l'exécution des prestations	5	Total		30
Chapitres	Critères	Points															
1	Organisation liée à l'exécution des prestations	20															
2	Traitement de la commande, études, déploiement sur site	5															
3	Démarche environnementale liée à l'exécution des prestations	5															
Total		30															

## Lot n°2 - Réseau de distribution de carburants

L'offre économiquement la plus avantageuse sera appréciée en fonction des critères pondérés énoncés ci-dessous (par ordre de priorité décroissante) :

Critère d'attribution	Coefficient	Méthode de notation du lot
Note globale	100	
Prix	65	<p>Les offres sont analysées sur la base des prix proposés par les soumissionnaires dans les annexes à l'acte d'engagement relatives aux prix pour les différentes prestations par lot.</p> <p>Une simulation financière sera établie par lot (non communiquée).</p> <p>L'offre la moins disante se voit attribuer la note de 20/20.</p> <p>Pour déterminer la note attribuée aux autres soumissionnaires la formule suivante est appliquée :</p> $\left( \frac{\text{Montant de l'offre la moins disante}}{\text{Montant de l'offre évaluée}} \right) \times 20$ <p>La note sur 20 obtenue pour le critère prix est arrondie au centième de point près.</p> <p>Enfin, la note obtenue est pondérée avec le pourcentage de 65 %.</p>

Valeur technique	35	<p>Le critère technique sera jugé sur la base d'un mémoire technique élaboré par le soumissionnaire noté suivant les sous-critères ci-dessous.</p> <p>L'ordonnancement et la présentation des rubriques du mémoire technique doivent strictement respecter l'ordre des critères décrits dans le tableau suivant :</p> <table border="1" data-bbox="644 349 1474 728"> <thead> <tr> <th>Chapitres</th><th>Critères</th><th>Points</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>1</td><td>Organisation liée à l'exécution des prestations</td><td>15</td></tr> <tr> <td>2</td><td>Traitement de la commande, études, déploiement sur site</td><td>5</td></tr> <tr> <td>3</td><td>Maintenance</td><td>10</td></tr> <tr> <td>4</td><td>Démarche environnementale liée à l'exécution des prestations</td><td>5</td></tr> <tr> <td colspan="2">Total</td><td>35</td></tr> </tbody> </table> <p>La meilleure offre se verra attribuer la note de 20/20.</p> <p>La note des autres soumissionnaires est obtenue selon la règle suivante :</p> $\left( \frac{\text{Nombre de points obtenu par le soumissionnaire étudié}}{\text{Nombre de points du soumissionnaire ayant obtenu la note de 20/20}} \right) \times 20$ <p>La note sur vingt est arrondie au centième de point près.</p> <p>Enfin, la note obtenue est pondérée avec le pourcentage de 35 %.</p>	Chapitres	Critères	Points	1	Organisation liée à l'exécution des prestations	15	2	Traitement de la commande, études, déploiement sur site	5	3	Maintenance	10	4	Démarche environnementale liée à l'exécution des prestations	5	Total		35
Chapitres	Critères	Points																		
1	Organisation liée à l'exécution des prestations	15																		
2	Traitement de la commande, études, déploiement sur site	5																		
3	Maintenance	10																		
4	Démarche environnementale liée à l'exécution des prestations	5																		
Total		35																		

### Lot n°3 – Tuyauteries

L'offre économiquement la plus avantageuse sera appréciée en fonction des critères pondérés énoncés ci-dessous (par ordre de priorité décroissante) :

Critère d'attribution	Coefficient	Méthode de notation du lot
Note globale	100	
Prix	70	<p>Les offres sont analysées sur la base des prix proposés par les soumissionnaires dans les annexes à l'acte d'engagement relatives aux prix pour les différentes prestations par lot.</p> <p>Une simulation financière sera établie par lot (non communiquée).</p> <p>L'offre la moins disante se voit attribuer la note de 20/20.</p> <p>Pour déterminer la note attribuée aux autres soumissionnaires la formule suivante est appliquée :</p> $\left( \frac{\text{Montant de l'offre la moins disante}}{\text{Montant de l'offre évaluée}} \right) \times 20$ <p>La note sur 20 obtenue pour le critère prix est arrondie au centième de point près.</p> <p>Enfin, la note obtenue est pondérée avec le pourcentage de 70 %.</p>

Valeur technique	30	<p>Le critère technique sera jugé sur la base d'un mémoire technique élaboré par le soumissionnaire noté suivant les sous-critères ci-dessous.</p> <p>L'ordonnancement et la présentation des rubriques du mémoire technique doivent strictement respecter l'ordre des critères décrits dans le tableau suivant :</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Chapitres</th><th>Critères</th><th>Points</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>1</td><td>Organisation liée à l'exécution des prestations</td><td>20</td></tr> <tr> <td>2</td><td>Traitement de la commande, études, déploiement sur site</td><td>5</td></tr> <tr> <td>3</td><td>Démarche environnementale liée à l'exécution des prestations</td><td>5</td></tr> <tr> <td colspan="2"><b>Total</b></td><td><b>30</b></td></tr> </tbody> </table> <p>La meilleure offre se verra attribuer la note de 20/20.</p> <p>La note des autres soumissionnaires est obtenue selon la règle suivante :</p> $\left( \frac{\text{Nombre de points obtenu par le soumissionnaire étudié}}{\text{Nombre de points du soumissionnaire ayant obtenu la note de 20/20}} \right) \times 20$ <p>La note sur vingt est arrondie au centième de point près.</p> <p>Enfin, la note obtenue est pondérée avec le pourcentage de 30 %.</p>	Chapitres	Critères	Points	1	Organisation liée à l'exécution des prestations	20	2	Traitement de la commande, études, déploiement sur site	5	3	Démarche environnementale liée à l'exécution des prestations	5	<b>Total</b>		<b>30</b>
Chapitres	Critères	Points															
1	Organisation liée à l'exécution des prestations	20															
2	Traitement de la commande, études, déploiement sur site	5															
3	Démarche environnementale liée à l'exécution des prestations	5															
<b>Total</b>		<b>30</b>															

#### Lot n°4 - Equipements de lutte contre l'incendie

L'offre économiquement la plus avantageuse sera appréciée en fonction des critères pondérés énoncés ci-dessous (par ordre de priorité décroissante) :

Critère d'attribution	Coefficient	Méthode de notation du lot
Note globale	100	
Prix	70	<p>Les offres sont analysées sur la base des prix proposés par les soumissionnaires dans les annexes à l'acte d'engagement relatives aux prix pour les différentes prestations par lot.</p> <p>Une simulation financière sera établie par lot (non communiquée).</p> <p>L'offre la moins disante se voit attribuer la note de 20/20.</p> <p>Pour déterminer la note attribuée aux autres soumissionnaires la formule suivante est appliquée :</p> $\left( \frac{\text{Montant de l'offre la moins disante}}{\text{Montant de l'offre évaluée}} \right) \times 20$ <p>La note sur 20 obtenue pour le critère prix est arrondie au centième de point près.</p> <p>Enfin, la note obtenue est pondérée avec le pourcentage de 70%.</p>



Valeur technique	30	<p>Le critère technique sera jugé sur la base d'un mémoire technique élaboré par le soumissionnaire noté suivant les sous-critères ci-dessous.</p> <p>L'ordonnancement et la présentation des rubriques du mémoire technique doivent strictement respecter l'ordre des critères décrits dans le tableau suivant :</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Chapitres</th><th>Critères</th><th>Points</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>1</td><td>Organisation liée à l'exécution des prestations</td><td>5</td></tr> <tr> <td>2</td><td>Traitement de la commande, études, déploiement sur site</td><td>10</td></tr> <tr> <td>3</td><td>Maintenance</td><td>10</td></tr> <tr> <td>4</td><td>Démarche environnementale liée à l'exécution des prestations</td><td>5</td></tr> <tr> <td colspan="2"><b>Total</b></td><td><b>30</b></td></tr> </tbody> </table> <p>La meilleure offre se verra attribuer la note de 20/20.</p> <p>La note des autres soumissionnaires est obtenue selon la règle suivante :</p> $\left( \frac{\text{Nombre de points obtenu par le soumissionnaire étudié}}{\text{Nombre de points du soumissionnaire ayant obtenu la note de 20/20}} \right) \times 20$ <p>La note sur vingt est arrondie au centième de point près.</p> <p>Enfin, la note obtenue est pondérée avec le pourcentage de 30 %.</p>	Chapitres	Critères	Points	1	Organisation liée à l'exécution des prestations	5	2	Traitement de la commande, études, déploiement sur site	10	3	Maintenance	10	4	Démarche environnementale liée à l'exécution des prestations	5	<b>Total</b>		<b>30</b>
Chapitres	Critères	Points																		
1	Organisation liée à l'exécution des prestations	5																		
2	Traitement de la commande, études, déploiement sur site	10																		
3	Maintenance	10																		
4	Démarche environnementale liée à l'exécution des prestations	5																		
<b>Total</b>		<b>30</b>																		

### Lot n°5 - Téléjauge

L'offre économiquement la plus avantageuse sera appréciée en fonction des critères pondérés énoncés ci-dessous (par ordre de priorité décroissante) :

Critère d'attribution	Coefficient	Méthode de notation du lot
Note globale	100	
Prix	40	<p>Les offres sont analysées sur la base des prix proposés par les soumissionnaires dans les annexes à l'acte d'engagement relatives aux prix pour les différentes prestations par lot.</p> <p>Une simulation financière sera établie par lot (non communiquée).</p> <p>L'offre la moins disante se voit attribuer la note de 20/20.</p> <p>Pour déterminer la note attribuée aux autres soumissionnaires la formule suivante est appliquée :</p> $\left( \frac{\text{Montant de l'offre la moins disante}}{\text{Montant de l'offre évaluée}} \right) \times 20$ <p>La note sur 20 obtenue pour le critère prix est arrondie au centième de point près.</p> <p>Enfin, la note obtenue est pondérée avec le pourcentage de 40%.</p>

Valeur technique	60	<p>Le critère technique sera jugé sur la base d'un mémoire technique élaboré par le soumissionnaire noté suivant les sous-critères ci-dessous.</p> <p>L'ordonnancement et la présentation des rubriques du mémoire technique doivent strictement respecter l'ordre des critères décrits dans le tableau suivant :</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Chapitres</th><th>Critères</th><th>Points</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>1</td><td>Organisation liée à l'exécution des prestations</td><td>20</td></tr> <tr> <td>2</td><td>Traitement de la commande, études, déploiement sur site</td><td>25</td></tr> <tr> <td>3</td><td>Maintenance</td><td>10</td></tr> <tr> <td>4</td><td>Démarche environnementale liée à l'exécution des prestations</td><td>5</td></tr> <tr> <td colspan="2"><b>Total</b></td><td><b>60</b></td></tr> </tbody> </table> <p>La meilleure offre se verra attribuer la note de 20/20.</p> <p>La note des autres soumissionnaires est obtenue selon la règle suivante :</p> $\left( \frac{\text{Nombre de points obtenu par le soumissionnaire étudié}}{\text{Nombre de points du soumissionnaire ayant obtenu la note de 20/20}} \right) \times 20$ <p>La note sur vingt est arrondie au centième de point près.</p> <p>Enfin, la note obtenue est pondérée avec le pourcentage de 60 %.</p>	Chapitres	Critères	Points	1	Organisation liée à l'exécution des prestations	20	2	Traitement de la commande, études, déploiement sur site	25	3	Maintenance	10	4	Démarche environnementale liée à l'exécution des prestations	5	<b>Total</b>		<b>60</b>
Chapitres	Critères	Points																		
1	Organisation liée à l'exécution des prestations	20																		
2	Traitement de la commande, études, déploiement sur site	25																		
3	Maintenance	10																		
4	Démarche environnementale liée à l'exécution des prestations	5																		
<b>Total</b>		<b>60</b>																		

### Lot n°6 - Système d'information et bornes de gestion

L'offre économiquement la plus avantageuse sera appréciée en fonction des critères pondérés énoncés ci-dessous (par ordre de priorité décroissante) :

Critère d'attribution	Coefficient	Méthode de notation du lot
Note globale	100	
Prix	30	<p>Les offres sont analysées sur la base des prix proposés par les soumissionnaires dans les annexes à l'acte d'engagement relatives aux prix pour les différentes prestations par lot.</p> <p>Une simulation financière sera établie par lot (non communiquée).</p> <p>L'offre la moins disante se voit attribuer la note de 20/20.</p> <p>Pour déterminer la note attribuée aux autres soumissionnaires la formule suivante est appliquée :</p> $\left( \frac{\text{Montant de l'offre la moins disante}}{\text{Montant de l'offre évaluée}} \right) \times 20$ <p>La note sur 20 obtenue pour le critère prix est arrondie au centième de point près.</p> <p>Enfin, la note obtenue est pondérée avec le pourcentage de 30%.</p>

Valeur technique	70	<p>Le critère technique sera jugé sur la base d'un mémoire technique élaboré par le soumissionnaire noté suivant les sous-critères ci-dessous.</p> <p>L'ordonnancement et la présentation des rubriques du mémoire technique doivent strictement respecter l'ordre des critères décrits dans le tableau suivant :</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Chapitres</th><th>Critères</th><th>Points</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>1</td><td>Organisation liée à l'exécution des prestations</td><td>10</td></tr> <tr> <td>2</td><td>Traitement de la commande, études, déploiement sur site</td><td>5</td></tr> <tr> <td>3</td><td>Maintenance matérielle</td><td>10</td></tr> <tr> <td>4</td><td>Compréhension du besoin et des enjeux</td><td>10</td></tr> <tr> <td>5</td><td>Capacité à adapter la solution aux besoins spécifiques du SEO et à gérer ces aspects dans le temps</td><td>20</td></tr> <tr> <td>6</td><td>Réponse au modes dégradés</td><td>20</td></tr> <tr> <td>7</td><td>Modalités et moyens de validation en usine des développements spécifiques</td><td>15</td></tr> <tr> <td>8</td><td>Modalités d'administration des bornes et du serveur central (tâches exclusives du bénéficiaire) et modalités du MCS sur les bornes</td><td>10</td></tr> <tr> <td colspan="2"><b>Total</b></td><td><b>100</b></td></tr> </tbody> </table> <p>La meilleure offre se verra attribuer la note de 20/20.</p> <p>La note des autres soumissionnaires est obtenue selon la règle suivante :</p> $\left( \frac{\text{Nombre de points obtenu par le soumissionnaire étudié}}{\text{Nombre de points du soumissionnaire ayant obtenu la note de 20/20}} \right) \times 20$ <p>La note sur vingt est arrondie au centième de point près.</p> <p>Enfin, la note obtenue est pondérée avec le pourcentage de 70 %.</p>	Chapitres	Critères	Points	1	Organisation liée à l'exécution des prestations	10	2	Traitement de la commande, études, déploiement sur site	5	3	Maintenance matérielle	10	4	Compréhension du besoin et des enjeux	10	5	Capacité à adapter la solution aux besoins spécifiques du SEO et à gérer ces aspects dans le temps	20	6	Réponse au modes dégradés	20	7	Modalités et moyens de validation en usine des développements spécifiques	15	8	Modalités d'administration des bornes et du serveur central (tâches exclusives du bénéficiaire) et modalités du MCS sur les bornes	10	<b>Total</b>		<b>100</b>
Chapitres	Critères	Points																														
1	Organisation liée à l'exécution des prestations	10																														
2	Traitement de la commande, études, déploiement sur site	5																														
3	Maintenance matérielle	10																														
4	Compréhension du besoin et des enjeux	10																														
5	Capacité à adapter la solution aux besoins spécifiques du SEO et à gérer ces aspects dans le temps	20																														
6	Réponse au modes dégradés	20																														
7	Modalités et moyens de validation en usine des développements spécifiques	15																														
8	Modalités d'administration des bornes et du serveur central (tâches exclusives du bénéficiaire) et modalités du MCS sur les bornes	10																														
<b>Total</b>		<b>100</b>																														

L'ensemble des sous-critères techniques sera jugé au vu du mémoire technique fourni par le candidat.

Le mémoire technique explicatif des dispositions que le soumissionnaire propose d'adopter pour l'exécution des prestations comprend l'ensemble des informations nécessaires au jugement des offres (classification en critères). Il respecte strictement le canevas des tableaux figurant ci-dessus, de façon méthodique et chronologique, à partir des critères et leurs éléments d'appréciation retenus pour apprécier les offres des soumissionnaires pour chaque lot.

L'absence de mémoire technique entraîne l'irrégularité de l'offre. Toute offre déclarée irrégulière sur ce motif ne pourra faire l'objet d'une régularisation.

Les sociétés qui préciseraient que « les opérations seront conformes au CCTP » ou autre formule similaire, ainsi que celles qui se contentent d'une recopie du CCTP, sans descriptif permettant d'analyser l'offre, se verront attribuer sur les points concernés la note zéro.

L'offre fera l'objet d'une note éliminatoire dans le cas où il serait constaté que la qualité du mémoire technique tant en termes de structure, de formalisme et de contenu ne serait pas conforme aux attendus.

Pour chacun des lots, une note inférieure à la moitié des items valeur technique est éliminatoire, l'offre étant considérée irrégulière ou inappropriée selon le contenu de l'offre présentée suivant les

dispositions des articles L.2152-2 et L.2152-4 issus du Code de la commande publique.

Il convient pour chaque partie du mémoire de développer le contenu, justifier les choix, produire les calculs le cas échéant, présenter les méthodes utilisées, les raisons qui amènent à des propositions répondant aux attentes du marché.

Des documents justificatifs peuvent être joints. Dans ce cas, le renvoi à ces documents depuis le mémoire technique doit être explicite et les fichiers correspondants doivent être intitulés conformément à la règle de nommage des fichiers (cf. article 7.2.1 du présent règlement de la consultation) avec mention de la partie du mémoire technique concernée et l'intitulé de l'objet du document.

### **6.2.2.3 Notation globale de l'offre**

Pour chacun des lots, à l'issue de l'étude des deux critères de choix, chaque soumissionnaire obtient une note globale résultant de l'addition des notes pondérées.

Les offres seront classées par ordre décroissant en fonction de la note finale.

En cas d'égalité des candidats à la note finale, les offres classées ex-aequo seront départagées en fonction de la meilleure note obtenue au critère technique.

## **6.3 Durée de validité des offres**

Les offres sont valables 120 jours à compter de la date limite de remise des plis.

En tant que de besoin, l'acheteur peut solliciter des soumissionnaires la prorogation du délai de validité des offres.

Pour ce faire il transmet, pour accord, sa demande à l'ensemble des soumissionnaires via la plateforme PLACE. La demande précise la durée de prorogation de la validité des offres.

La demande de prolongation de la validité de l'offre n'est pas formulée aux soumissionnaires dont l'offre a déjà fait l'objet d'une notification de rejet.

## **7. ATTRIBUTION DU MARCHÉ**

Le marché public est attribué au soumissionnaire dont l'offre est économiquement la plus avantageuse, au regard des critères d'attribution énoncés dans le présent règlement de la consultation.

Les soumissionnaires évincés sont informés du rejet de leur offre dans les conditions fixées aux articles R.2181-1 et suivants du Code de la commande publique.

### **7.1 Documents à produire par le titulaire pressenti**

Le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché public fournit dans le délai fixé dans le courrier envoyé par voie dématérialisée l'informant que son offre est susceptible d'être retenue, les documents suivants :

- l'acte d'engagement (ATTRI1) et ses éventuelles annexes, complété et signé, le cas échéant par tous les membres du groupement d'opérateurs économiques;
- le cas échéant, dans le cas où les membres du groupement d'opérateurs économiques ne signent pas tous l'acte d'engagement, le document d'habilitation signé par tous les membres du groupement;
- le pouvoir du ou des signataires d'engager la personne qu'il représente (titulaire individuel ou groupement d'opérateurs économiques);
- le cas échéant, en cas de sous-traitance, la déclaration de sous-traitance (DC4 ou équivalent) signée par le sous-traitant et le soumissionnaire et les renseignements relatifs aux capacités du sous-traitant lorsque le soumissionnaire s'appuie sur celles-ci;
- le relevé d'identité bancaire du sous-traitant si volonté de ce dernier d'être payé directement par le maître d'ouvrage ;

- en cas de redressement judiciaire, ou une procédure équivalente régie par un droit étranger, la copie du ou des jugements prononcés;
- le cas échéant, si le soumissionnaire emploie des salariés étrangers, la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et qui sont soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L.5221-2 du code du travail. Cette liste doit comporter toutes les informations figurant à l'article D.8254-2 du code du travail (1° la date d'embauche ; 2° la nationalité ; 3° le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail);
- les attestations d'assurance décennale et responsabilité civile.

## **7.2 Mise au point éventuelle**

L'acheteur et le soumissionnaire retenu peuvent procéder à une mise au point des composantes du marché public. Cette mise au point ne peut avoir pour objet de modifier des éléments substantiels de l'offre ou du présent marché.

## **7.3 Signature du marché public**

La signature électronique est souhaitée prioritairement par l'acheteur.

Le marché public est signé par le soumissionnaire retenu au moyen de l'acte d'engagement (formulaire ATTRI1) qui lui est adressé par l'acheteur.

La signature électronique doit respecter les exigences prévues à l'article 10 « MODALITÉS DE SIGNATURE ÉLECTRONIQUE ».

A défaut de disposer d'une signature électronique conforme lors de la phase d'attribution, l'attributaire appose la signature originale sur l'ATTRI1 et le fait parvenir au pouvoir adjudicateur dans le délai imparti.

## **8. LANGUE**

Les documents et informations doivent être rédigés en langue française ou, à défaut, être accompagnés d'une traduction en français.

## **9. CONTENTIEUX**

### **Voies et délais de recours :**

1. référé précontractuel (article L.551-1 du Code de la justice administrative – CJA), la requête devant être introduite avant la conclusion du contrat;
2. recours pour excès de pouvoir contre la décision du pouvoir adjudicateur d'abandonner la procédure de marché en la rendant infructueuse ou sans suite et/ou les clauses réglementaires du contrat dans un délai de deux mois (article R.421-1 du CJA) à compter de la publication ou notification de la décision attaquée;
3. référé contractuel (article L.551-13 du CJA) dans un délai de trente-et-un jours à compter de la publication de l'avis d'attribution (ou, à défaut d'un tel avis, dans un délai de six mois à compter de la conclusion du contrat);
4. recours en contestation de validité du contrat (recours de pleine juridiction prévu par la décision du Conseil d'État du 4 avril 2014 Département du Tarn-et-Garonne, n°358994) par tout tiers susceptible d'être lésé dans ses intérêts, assorti, le cas échéant, de conclusions indemnitaires, dans un délai de deux mois à compter de la publicité de la conclusion du marché;
5. recours indemnitaire (article R.421-1 et suivants du CJA), dans les deux mois à compter d'une décision expresse ou sans délai pour une décision implicite rejetant une demande préalable et sous réserve des dispositions relatives à la prescription quadriennale.

### **Le tribunal compétent est le tribunal administratif de :**

Tribunal administratif de Nancy

5 place de la Carrière  
54000 Nancy  
Téléphone : 03.83.17.43.43  
Messagerie électronique du greffe : [greffe.ta-nancy@juradm.fr](mailto:greffe.ta-nancy@juradm.fr)  
Documentation : [documentation.ta-nancy@juradm.fr](mailto:documentation.ta-nancy@juradm.fr)

**Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :**

Centre de soutien technique et administratif (CSTA)  
47 rue Sainte Catherine - CS 60016- 54035 Nancy Cedex  
Tél : 03.83.19.35.38  
Courriel : [csta-ba-infra.contact.fct@intradef.gouv.fr](mailto:csta-ba-infra.contact.fct@intradef.gouv.fr)

## 10. MODALITÉS DE SIGNATURE ÉLECTRONIQUE

Chaque document à signer doit être signé individuellement.

L'ATTRI1 retourné in fine par le soumissionnaire (après retour du pouvoir adjudicateur comme mentionné à l'article 7.3 supra) sera signé au format PDF.

D'une manière générale, la signature des documents est souhaitée de préférence au format PDF intégrant une signature conforme aux exigences du présent article au format PAdES. Il est demandé de veiller à autoriser l'apposition des signatures ultérieures sur les documents signés.

Un dossier compressé signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. Quel que soit le format du dossier compressé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.

Des renseignements complémentaires au sujet de la signature électronique peuvent être obtenus :

- dans PLACE (guide d'utilisation- utilisateur entreprise);
- dans le guide « très pratique » sur la dématérialisation des marchés publics (version opérateurs économiques) disponible sur le site internet de la Direction des affaires juridiques du ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique.

En application de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, le signataire doit respecter les conditions relatives :

1. au certificat de signature électronique;
2. à l'outil de signature électronique (appelé aussi « dispositif de création de signature électronique »).

La signature électronique doit reposer sur un certificat qualifié, conforme au Règlement (UE) n°910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur (eIDAS).

Sont autorisées :

- la signature électronique avancée avec certificat qualifié (niveau 3);
- la signature électronique qualifiée (niveau 4).

## 11. ANNEXES

- annexe 1 : Lettre de candidature DC1
- annexe 2 : Présentation du Document Unique de Marché Européen (DUME)
- annexe 3 : Déclaration du candidat DC2